Conforme à l'original produit;
Début du texte, page suivante

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES

Edition Chronologique n°14 du 22 mars 2013

TEXTE SIGNALE

ARRÊTÉ

relatif aux concours internes de recrutement dans le corps des commissaires des armées.

Du *12 décembre 2012*

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE .

ARRÊTÉ relatif aux concours internes de recrutement dans le corps des commissaires des armées.

Du 12 décembre 2012

NOR D E F H 1 2 4 0 0 6 3 A

Pièce(s) Jointe(s) :

Une annexe.

Texte abrogé :

Arrêté du 26 juillet 2011 (BOC N°50 du 2 décembre 2011, texte 2 ; BOEM 321.2, 512.2.2, 770.1.5.2, 775.1.1.2).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 311-0.2.1, 321.2, 512.2.2

Référence de publication : JO n° 296 du 20 décembre 2012, texte n° 43 ; signalé au BOC 14/2013.

Le ministre de la défense,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4132-1. et L. 4132-3. ;

Vu le décret n° 2012-1029 du 5 septembre 2012 portant statut particulier du corps des commissaires des armées, notamment le 2. de l'article 4. et les articles 6. et 7.,

Arrête :

Art. 1er. Le présent arrêté fixe les conditions d'organisation et le déroulement des concours sur épreuves prévus par le 2. de l'article 4., les 1. et 2. de l'article 6. et le 1. de l'article 7. du décret n° 2012-1029 du 5 septembre 2012 susvisé ainsi que la nature et le coefficient des épreuves de ces concours.

Ces concours sont ouverts :

- pour l'admission en formation préalable en vue d'un recrutement au grade de commissaire de 2e classe, aux militaires non officiers et aux fonctionnaires de catégorie B remplissant les conditions définies au 2. de l'article 4. du décret n° 2012-1029 du 5 septembre 2012 susvisé ;

- pour l'admission en formation préalable en vue d'un recrutement au grade de commissaire de 1re classe, aux officiers des grades de capitaine, lieutenant et officiers de grades correspondants appartenant à un corps d'officiers de carrière ainsi qu'aux fonctionnaires appartenant à un corps de catégorie A remplissant les conditions définies au 1. de l'article 6. du décret n° 2012-1029 du 5 septembre 2012 susvisé ;

- pour l'admission en formation préalable en vue d'un recrutement au grade de commissaire de 1re classe, aux officiers des grades de capitaine, lieutenant et officiers de grades correspondants servant sous contrat ainsi qu'aux agents contractuels remplissant les conditions définies au 2. de l'article 6. du décret n° 2012- 1029 du 5 septembre 2012 susvisé ;

- pour le recrutement aux grades de commissaire principal et de commissaire en chef de 2e classe, aux officiers des grades de capitaine, commandant et lieutenant- colonel ou officiers de grades

correspondants, appartenant à un corps d'officiers de carrière remplissant les conditions définies au *a*) du 1. de l'article 7. du décret n° 2012-1029 du 5 septembre 2012 susvisé ;

- pour le recrutement aux grades de commissaire principal et de commissaire en chef de 2e classe, aux officiers des grades de capitaine, commandant ou officiers de grades correspondants servant sous contrat, remplissant les conditions définies au *b)* du 1. de l'article 7. du décret n° 2012-1029 du 5 septembre 2012 susvisé.

CHAPITRE PREMIER.
DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 2. La responsabilité de l'organisation des concours incombe au directeur central du service du commissariat des armées.

Une circulaire annuelle précise le calendrier, les modalités d'organisation et de déroulement du concours ainsi que les dispositions particulières de dépôt des candidatures.

Art. 3. Le jury, commun à l'ensemble des concours, comprend :

- un commissaire général, président ;

- un commissaire en chef de 1re classe, vice-président ;

- deux commissaires des armées.

Correcteurs (sans voie délibérative) :

- un professeur d'université pour l'épreuve de culture générale ;

- un professeur d'université pour chacune des quatre épreuves à option ;

- deux commissaires des armées, correcteurs de l'épreuve de note administrative ;

- un professeur d'université ou un commissaire des armées pour l'épreuve d'anglais.

Les membres du jury sont désignés chaque année par décision du ministre de la défense (directeur central du service du commissariat des armées). En cas d'empêchement de l'un ou de plusieurs d'entre eux, avant le début du concours, le remplacement est assuré dans les mêmes conditions.

Art. 4. La responsabilité du déroulement des concours incombe au président du jury.

Les sujets retenus pour chacune des épreuves peuvent être communs aux concours, dans la mesure où ces derniers sont organisés en même temps.

Art. 5. Le candidat est soumis à la réglementation générale des concours. Le candidat convaincu de fraude ou commettant volontairement un acte nuisant au bon déroulement ou à la régularité du concours auquel il participe est exclu de ce concours pour l'année considérée.

En cas de retard ou d'absence à plus d'une épreuve, le candidat est exclu du concours pour l'année en cours.

La décision d'exclusion prévue aux alinéas précédents ainsi qu'à l'article 8. est prise par le président du jury. Elle est immédiatement applicable et notifiée au candidat.

Art. 6. Chaque épreuve est notée de 0 à 20. Chaque note est affectée d'un coefficient et peut comporter des décimales.

CHAPITRE II.
ADMISSIBILITÉ.

Art. 7. I. Pour les candidats concourant au titre des articles 4., 6. et 7. du décret n° 2012-1029 du 5 septembre 2012 susvisé, les épreuves d'admissibilité comprennent :

- une composition sur un sujet se rapportant à l'évolution générale des idées et des faits politiques, économiques et sociaux depuis le début du XXe siècle (durée : cinq heures ; coefficient 5) ;

- la rédaction, à partir d'un dossier portant sur un sujet relatif à la défense, faisant appel à des notions de droit, de finances ou d'économie, d'une note administrative permettant de vérifier les qualités de rédaction, d'analyse et de synthèse du candidat ainsi que son aptitude à dégager des solutions appropriées (durée : quatre heures ; coefficient 5) ;

- un commentaire de texte en langue anglaise, sans dictionnaire ni lexique, à partir d'un article de presse traitant d'un sujet en rapport avec la défense (durée : deux heures ; coefficient 2).

II. Pour les seuls candidats concourant au titre du 2. de l'article 4. du décret n° 2012-1029 du 5 septembre 2012 susvisé, à ces épreuves d'admissibilité s'ajoute l'épreuve à option ci- après :

- trois questions sur des sujets de droit privé, droit public, sciences économiques ou sciences de gestion, selon l'option choisie lors de l'inscription (durée : quatre heures ; coefficient 5). Le programme de chaque option est indiqué en annexe du présent arrêté.

Art. 8. Le candidat qui, sans motif reconnu valable par le président du jury, ne se présente pas à l'une des épreuves ou se présente après l'heure de convocation reçoit la note zéro pour cette épreuve.

Tout candidat admis à composer est tenu de remettre une copie, même vierge, avant de quitter définitivement la salle de composition. Le candidat refusant de se soumettre à cette obligation est exclu du concours pour l'année en cours.

Art. 9. À l'issue des corrections, le jury décide de la liste des candidats admissibles.

Pour chaque concours, conformément aux décisions du jury, le ministre de la défense (directeur central du service du commissariat des armées) arrête la liste des candidats admissibles par ordre alphabétique.

Le bénéfice de l'admissibilité ne peut pas être reporté d'une année sur l'autre.

CHAPITRE III.
ADMISSION.

Art. 10. Les épreuves d'admission comprennent :

- un entretien avec le jury (préparation : trente minutes ; durée : une heure ; coefficient 10) permettant d'apprécier les connaissances générales, le parcours, la motivation, les qualités de jugement, d'expression et les aptitudes personnelles du candidat. Il comprend un exposé, d'une durée de dix minutes, sur un sujet tiré au sort se rapportant à l'évolution générale des idées et des faits politiques, économiques et sociaux depuis le début du xxe siècle et un dialogue avec le jury ;

- une interrogation en langue anglaise portant sur un article de presse traitant d'un sujet en rapport avec la défense (temps de préparation : dix minutes, durée de l'épreuve : vingt minutes ; coefficient 2).

Art. 11. Le candidat qui, sans motif reconnu valable par le président du jury, ne se présente pas à l'une des épreuves d'admission ou se présente après l'heure de convocation reçoit la note zéro pour cette épreuve.

Art. 12. À l'issue de l'ensemble des épreuves, le jury établit pour chaque concours la liste de classement des candidats par ordre de mérite, suivant le total des notes obtenues aux épreuves d'admissibilité et d'admission affectées de leurs coefficients respectifs.

Les candidats déclarés admis aux concours définis aux articles 4.2. et 6.1 (*b*). du décret de 2e référence font connaître au directeur central du service du commissariat des armées l'ordre de leur préférence entre les ancrages d'armée « terre », « marine » ou « air ».

Pour chaque concours, le jury établit par ordre de mérite les listes principales et complémentaires d'admission. Ces listes sont publiées au *Bulletin officiel* des armées par arrêté du ministre de la défense (directeur central du service du commissariat des armées).

Le bénéfice de l'admission ne peut, sans dérogation du directeur central du service du commissariat des armées, être reporté d'une année sur l'autre.

CHAPITRE IV.
DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 13. Est abrogé l'arrêté du 26 juillet 2011 relatif aux concours internes de recrutement dans les corps des commissaires de l'armée de terre, des commissaires de la marine et des commissaires de l'air.

Art. 14. Le directeur central du service du commissariat des armées est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait le 12 décembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des ressources humaines du ministère de la défense,

J. FEYTIS.

ANNEXE.

PROGRAMME DES MATIÈRES À OPTION (ÉCRITS CONCOURS 4.2).

A. Droit privé.

1. DROIT CIVIL.

1.1. **Les personnes physiques.**

Le nom, le domicile, l'absence.

Les actes d'état civil.

Le mariage, le divorce, le pacte civil de solidarité.

1.2. **Les obligations.**

a) Les contrats :

- formation des contrats : capacité, consentement (et ses vices), objet, cause, preuve ;

- effets des contrats : entre les parties, à l'égard des tiers, relativité des conventions, stipulation pour autrui, simulation ;

- anéantissement des contrats : nullité et rescision, résolution et résiliation ;

- responsabilité contractuelle ;

- exécution des contrats : paiement, compensation, cession de créance, subrogation personnelle, exécution forcée.

b) Les quasi-contrats :

- la gestion d'affaires ;

- l'enrichissement sans cause ;

- le paiement de l'indu.

c) La responsabilité délictuelle et quasi délictuelle :

- la responsabilité civile du fait personnel, du fait d'autrui et du fait des choses.

2. DROIT COMMERCIAL.

2.1. **Organisation générale du commerce.**

Les actes de commerce.

Commerçants et sociétés commerciales.

Mineurs et femmes mariées commerçants.

Le fonds de commerce.

2.2. **Les effets de commerces et les instruments de paiement.**

2.3. **Sociétés commerciales.**

Société de personnes.

Société anonyme.

Société à responsabilité limitée.

Société par actions simplifiée.

2.4. **La prévention des difficultés des entreprises, le redressement judiciaire, la liquidation judiciaire.**

3. DROIT DU TRAVAIL.

3.1. **Les sources du droit du travail.**

3.2. **L'entreprise.**

Le chef d'entreprise.

Le personnel.

Les institutions représentatives du personnel.

3.3. **Le contrat de travail.**

Définition.

Critère.

Formation.

Obligations des parties.

Conflits individuels du travail.

3.4. **Les conventions collectives.**

3.5. **Les conflits collectifs du travail.**

La grève, le lock-out et leurs effets.

Le règlement des conflits collectifs du travail.

4. ORGANISATION JUDICIAIRE.

Principes généraux sur l'action en justice.

Organisation et compétence des juridictions judiciaires.

5. DROIT PÉNAL.

5.1. **L'infraction pénale.**

Définition, classification tripartite des infractions.

Les éléments :

- légal : les sources du droit pénal ; application de la loi pénale dans le temps et l'espace ;
- matériel : le résultat, la tentative ;
- moral : la faute et l'intention.

Les causes d'irresponsabilité ou d'atténuation de la responsabilité.

La responsabilité des personnes morales.

La pluralité de délinquants, la complicité.

5.2. **Les peines.**

Définition, caractères (légalité, égalité, personnalité).

La suspension des peines : les sursis.

L'extension des peines : la grâce, la prescription de la peine, l'amnistie et la réhabilitation.

B. Droit public.

1. DROIT CONSTITUTIONNEL ET INSTITUTIONS POLITIQUES.

1.1. **L'État.**

Le pouvoir politique.

Les types d'États : État unitaire, fédéral, confédéral.

Les types de régimes politiques :

- États monocratique, oligarchique, démocratique ;
- États autoritaire, totalitaire, démocratique ;
- les grands modèles de régimes politiques : États-Unis, Royaume-Uni, Russie, Italie, République fédérale d'Allemagne.

la Constitution : modes d'établissement, modification et révision, abrogation.

Problèmes constitutionnels : supériorité de la constitution, structures et compétences gouvernementales, contrôle de constitutionnalité des lois (théorie et pratique), rapports entre droit constitutionnel et droit international.

1.2. **Système politique français.**

Évolution depuis 1789.

La Constitution de 1958 :

- le Président de la République ;
- le Premier ministre ;

- le Gouvernement ;

- le Parlement ;

- les rapports entre les pouvoirs publics ;

- le contrôle de constitutionnalité ;

- l'autorité judiciaire et son indépendance.

La responsabilité des pouvoirs publics : responsabilité politique, pénale, civile, pécuniaire. Les systèmes électoraux.

Les libertés publiques : sources, évolution, protections, contrôle, limites. Les autorités administratives indépendantes.

2. DROIT ADMINISTRATIF.

2.1. **Sources du droit administratif.**

Sources internes et internationales.

2.2. **Structures de l'administration.**

Décentralisation, centralisation et déconcentration.

L'administration de l'État.

Collectivités territoriales et administrations décentralisées. Les rapports entre les personnes publiques. Les services publics :

- typologie ;

- règles de fonctionnement.

2.3. **L'action de l'administration.**

Le principe de légalité.

Le régime juridique des actes.

La motivation des actes administratifs.

L'accès aux documents administratifs.

La police administrative.

Catégories d'agents publics.

Modalités de recrutement.

Statut général des fonctionnaires.

Droits et obligations des fonctionnaires.

2.4. **L'intervention de l'administration en matière économique et sociale.**

Institutions de l'administration économique, services publics, entreprises nationales, sociétés d'économie mixte.

Théorie du domaine de l'État et des collectivités publiques :

- domaine public ;
- domaine privé.

Régie.

Contrats administratifs :

- caractères généraux ;
- marchés publics ;
- marchés, concessions, délégations de services publics.

Travaux publics : notions et dommages.

2.5. **Responsabilité administrative.**

Responsabilité de l'administration : les différentes hypothèses de responsabilité de l'administration, responsabilité pour faute, pour risque, sans faute.

Faute personnelle, faute de service.

Action récursoire.

Responsabilité des fonctionnaires.

Responsabilité pénale.

Délits non intentionnels.

2.6. **Contrôle de l'administration.**

2.6.1. ***Contrôle juridictionnel.***

Répartition des compétences entre l'ordre administratif et l'ordre judiciaire. Le tribunal des conflits et le règlement des conflits.

Les différentes juridictions administratives : organisation, répartition des compétences, procédure, pouvoirs du juge.

Principaux types de recours.

Juridictions administratives spéciales : Cour des comptes, chambres régionales des comptes, cours de discipline budgétaire et financière...

2.6.2. ***Contrôles non juridictionnels.***

Cour des comptes, autorités administratives indépendantes...

3. FINANCES PUBLIQUES.

3.1. **Théorie générale.**

Évolution des finances publiques.

Aspects politiques, économiques et sociaux des finances publiques.

L'ordonnance organique du 2 janvier 1959 et la loi organique du 1er août 2001.

Budget et lois de finances.

3.2. **Préparation du budget.**

Répartition des tâches : ministres de l'économie, des finances et de l'emploi, Gouvernement. Prévisions budgétaires :

- budgets économiques ;
- budgets de mission ;
- plan ;
- budgets de programme ;
- rationalisation des choix budgétaires.

Principes budgétaires. Présentation de loi de finances.

3.3. **Procédure budgétaire.**

Discussion du budget. Vote du budget.

Contrôle de constitutionnalité des lois de finances.

3.4. **Exécution du budget.**

Exécution administrative et comptable : distinction entre ordonnateurs et comptables.

Le Trésor public.

L'emprunt public.

3.5. **Contrôle de l'exécution du budget.**

Contrôle interne à l'administration : contrôle financier, contrôle hiérarchique ; les corps d'inspection.

Contrôle juridictionnel : Cour des comptes, chambres régionales des comptes, cour de discipline budgétaire et financière.

Contrôle parlementaire.

4. DROIT DES RELATIONS INTERNATIONALES.

4.1. **Sujets du droit international.**

Les États : souveraineté, reconnaissance d'État et de Gouvernement.

Les organisations internationales :

- structures ;
- modes de fonctionnement ;
- compétences.

4.2. **Actes juridiques internationaux.**

Traités :

- théorie générale ;
- modes de conclusion par la France ;
- ratification ;
- validité ;
- caducité.
- actes des organisations internationales.

4.3. **Règlement des différends internationaux.**

Modalités de règlement pacifique. Principales juridictions internationales.

Responsabilités internationales :

- théorie générale ;
- modes de réparation ;
- protection diplomatique.

Conditions de licéité du recours à la force.

5. DROIT EUROPÉEN ET DE L'UNION EUROPÉENNE.

5.1. **Système politique communautaire.**

Les traités et leur évolution depuis 1951.

Les étapes de la construction européenne.

Les institutions communautaires : le Conseil européen ; le Conseil des ministres ; la Commission, le Parlement ; le Comité des régions ; la Cour des comptes européenne...

5.2. **Les sources normatives du droit communautaire.**

Principes d'effet direct, d'applicabilité directe, de subsidiarité.

Régime juridique des actes communautaires : règlements, directives, recommandations, décisions, avis. Droit communautaire et droits des États membres.

Les processus décisionnels.

5.3. **Les contrôles juridictionnels.**

Cour de justice des communautés européennes (CJCE) : organisation ; procédure contentieuse ; pouvoirs du juge.

Principaux types de recours.

5.4. **Les finances de l'Union européenne.**

Les règles du droit budgétaire.

Les ressources.

Les dépenses.

Les grandes masses budgétaires.

Les institutions financières : Banque centrale européenne (BCE) ; Banque européenne d'investissement (BEI) ; Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ; Cour des comptes.

5.5. **Les politiques de l'Union.**

L'Union économique et monétaire.

Les politiques étrangères et de sécurité.

5.6. **Le droit européen.**

Le Conseil de l'Europe.

La Cour européenne des droits de l'homme.

La Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

C. Sciences économiques.

1. LES CONCEPTS GÉNÉRAUX.

1.1. **Données de base de l'économie française.**

La population ; la population active.

La structure de l'appareil productif ; les entreprises, les groupes.

Les agrégats et les grands tableaux de la comptabilité nationale.

Les comptes de patrimoine.

La comptabilité nationale française : formation, circulation et consommation des richesses.

Les comptes d'agents, le tableau des opérations financières, les tableaux des échanges interindustriels. Notions sur les méthodes modernes de prévision ; la méthode des modèles.

Les marchés et les prix : étude des diverses formes de marché et de formation des prix (concurrence pure, concurrence monopolistique, monopoles, oligopoles), déréglementation et liberté des prix, les prix administrés.

La tarification des entreprises publiques : les politiques des prix de l'État et de l'Union européenne.

La répartition du revenu national : la répartition primaire des revenus ; la formation des prix des facteurs de production (salaire, intérêt, rente, profit). La répartition secondaire des revenus et les politiques de redistribution.

La théorie macro-économique de la répartition.

1.2. **Les entreprises.**

Les combinaisons productives ; la fonction de production ; la productivité ; la recherche et développement ; la rentabilité ; la politique de prix ; les marchés ; les différentes formes de la concurrence ; les anticipations ; l'information économique de l'entreprise ; stratégie de concentration ; analyse économique de l'innovation, intégration verticale, diversification des activités, entraves et pratiques concertées, accords de coopération, différenciation des produits ; choix d'investissement et de financement.

Les divers types d'entreprises agricoles, industrielles et commerciales ; les facteurs de production ; la théorie des coûts de production ; la taille de l'entreprise.

Nationalisations, dénationalisations, privatisations.

1.3. **Le travail.**

La spécificité du facteur travail ; les analyses récentes du marché du travail ; la détermination du salaire ; la détermination de l'emploi ; le chômage.

1.4. **Les ménages.**

Typologie des revenus perçus.

Les patrimoines.

Consommations individuelles et collectives. Les déterminants de la consommation et de l'épargne des ménages.

Le rôle des anticipations.

Les déterminants de la demande d'un bien.

La théorie des choix du consommateur ; les fonctions de demande par rapport aux prix et aux revenus.

Les droits des propriétés : actifs réels et financiers.

Constitution des patrimoines.

1.5. **Les échanges extérieurs.**

Les fondements de l'économie internationale. Les courants d'échange, les zones économiques.

Les nouveaux pays industrialisés, les pays en voie de développement. La balance des biens et services, les termes de l'échange.

La compétitivité, le rôle des stratégies d'entreprise.

Les nouvelles interprétations du commerce international, l'accord général sur le commerce et les services, la Communauté européenne, l'Association européenne de libre-échange, l'Espace économique européen, l'Organisation mondiale du commerce ; les groupements économiques régionaux.

1.6. **Monnaie et financement.**

Les institutions financières ; opérations et instruments de crédit ; les déterminants de l'offre et de la demande de monnaie ; les déterminants des taux d'intérêt ; la création monétaire ; les marchés monétaires, les marchés financiers ; les marchés financiers internationaux ; les marchés des changes ; les innovations financières.

Les balances des paiements et les mouvements de capitaux. Les liquidités monétaires internationales.

Le système monétaire international, les zones monétaires. La masse monétaire ; les banques centrales ; les banques et intermédiaires financiers.

La politique monétaire ; la formation des taux d'intérêt.

1.7. **Les mouvements de l'activité économique.**

Les phénomènes de fluctuation et de croissance dans les économies ouvertes ; le renouveau de l'analyse des cycles et de la croissance.

Le mouvement économique dans les pays industrialisés depuis 1970. Les déséquilibres inflationnistes et leurs analyses.

Les déterminants de l'emploi et du chômage.

La détermination du revenu national d'équilibre.

Les fluctuations de l'activité économique : phases d'expansion et de récession. Le chômage.

L'inflation, la stagflation et la désinflation.

Les politiques de plein emploi et les politiques anti-inflationnistes ; la politique des revenus. Analyse économique de la croissance et du progrès technique.

2. POLITIQUE ÉCONOMIQUE.

2.1. **Le cadre de l'intervention économique de l'État.**

Les fonctions traditionnelles de l'État ; la fonction d'utilité collective ; les biens publics ; les effets externes ; les défauts du marché.

Les décisions de politique économique : objectifs et contraintes.

Le débat sur la stabilisation ; les modèles de stabilisation ; efficacité des politiques économiques et réactions des agents privés ; les problèmes de cohérence temporelle.

L'aide à la décision ; l'utilisation des modèles en politique économique.

L'évolution du rôle de la planification. Politique régionale et aménagement du territoire. L'internalisation des effets externes.

Les fonctions économiques de l'État : les biens publics, la redistribution des revenus ; la stabilisation de l'activité économique.

Les finances publiques : le budget ; les aspects politiques et économiques des finances publiques dans les cadre des différentes collectivités ; l'influence réciproque des décisions budgétaires, des structures sociales et de la conjoncture économique ; la place des finances publiques dans les comptes de la nation ; la technique actuelle des lois de finances ; l'exécution du budget et son contrôle, le Trésor public.

La théorie générale des impôts (l'impôt sur le revenu, la TVA, l'impôt sur les sociétés, les impôts locaux). Les limites de la pression fiscale : dynamiques de l'offre et de la demande.

Les aspects économiques des dépenses publiques en France. L'optimisation des dépenses publiques. La planification en France : le plan, l'aménagement du territoire.

2.2. **Les instruments de la politique économique.**

Les politiques budgétaire et fiscale ; les fonctions de la politique budgétaire ; les multiplicateurs budgétaires et fiscaux ; les délais de réaction ; le financement des déficits budgétaires et ses conséquences ; la structure des systèmes fiscaux et ses conséquences.

La formation de l'euro et ses conséquences sur les politiques européennes et nationales. La politique monétaire et financière : les instruments, les stratégies.

Les actions directes sur les mécanismes économiques ; la politique de l'emploi ; la politique de la concurrence ; la protection sociale ; la politique industrielle ; les stratégies de modernisation, de restructuration ; la politique de l'innovation ; protectionnisme et libre-échange ; aspects économiques des politiques régionales.

Les politiques de l'environnement aux plans régional, national, européen et mondial ; réglementation et instruments économiques.

3. STRATÉGIES ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES, CONCERTATION, COORDINATION.

3.1. **Les stratégies d'ajustement.**

Les stratégies d'ajustement.

Les politiques mises en œuvre dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique depuis 1973.

Chocs externes et politique économique.

Le rôle du G7 et du Fonds monétaire international.

3.2. **La coordination européenne.**

Le grand marché intérieur ; l'intégration économique et l'intégration monétaire : leurs conséquences.

3.3. **La coordination des politiques économiques et monétaires.**

La coopération économique internationale.

Le rôle des institutions européennes et internationales.

L'autonomie des politiques économiques nationales.

Le ministère des finances et les grandes administrations et juridictions financières : direction générale du Trésor, direction du budget, direction générale des finances publiques, direction générale des douanes et droits indirects, inspection générale des finances, Cour des comptes.

La balance des comptes.

Les mouvements internationaux de marchandises, la spécialisation internationale du travail.

Le change : le système monétaire international et son évolution.

Changes fixe et flexible.

L'étalon-dollar et les droits de tirages spéciaux.

Les politiques commerciales des firmes (politique de conquête des marchés, de dumping, de cartellisation, d'entente), les sociétés multinationales et l'investissement international.

L'intervention de l'État dans les relations économiques internationales, les politiques protectionnistes et libre-échangistes.

Les efforts de coopération régionale : l'Union économique européenne, le système monétaire européen, l'euro, liquidité ou monnaie internationale, monnaie unique.

Les problèmes des termes de l'échange et de l'organisation des marchés de matières premières ; le marché international du pétrole.

Nouvelles technologies de l'information et de la communication et nouvelle économie.

4. FINANCES PUBLIQUES.

4.1. **Les cadres financiers et fiscaux.**

1. Les cadres financiers :

a) Les dépenses publiques : structure des dépenses publiques (État, collectivités locales, sécurité sociale) ; évolution des dépenses publiques ; classification des dépenses publiques ; influence des dépenses publiques sur la vie économique ; maîtrise des dépenses publiques ;

b) Les prélèvements obligatoires : la notion de prélèvement obligatoire ; structure générale des prélèvements obligatoires ; évolution des prélèvements obligatoires ; relations entre prélèvements obligatoires et activité économique ;

c) Définition et structure de la dette publique ; évolution de la dette publique ; conséquences économiques et financières de la dette publique ;

d) Les institutions financières : le réseau du Trésor ; les institutions bancaires (Banque de France, Banque centrale européenne, Caisse des dépôts et consignations, Banque européenne d'investissements, Banque des règlements internationaux, caisses d'épargne).

2. Les cadres fiscaux :

a) Les grandes classifications fiscales : impôts directs/impôts indirects ; impôts réels/impôts personnels ; impôts proportionnels/impôts progressifs ; impôts de quotité/impôts de répartition ; impôts d'État, locaux, sociaux ;

b) Le fonctionnement du système fiscal ; l'assiette et le recouvrement des impôts ; le contrôle fiscal ; le contentieux fiscal ;

c) Les doctrines et idéologies fiscales : la théorie de l'impôt échange ; la théorie de l'impôt solidarité ; les doctrines antifiscales ; les différentes théories de l'impôt unique.

4.2. **Les finances de l'État.**

Les notions de budget et de loi de finances.

Les différentes catégories de lois de finances, les ressources et les dépenses de l'État, la question de l'équilibre du budget.

L'élaboration de la loi de finances. Le rôle des acteurs politiques et administratifs, les différentes phases de la préparation, l'adoption de la loi par le Parlement.

L'exécution de la loi de finances, les procédures d'exécution des recettes, les procédures d'exécution des dépenses, les modifications en cours d'exécution de la loi de finances.

Le contrôle de l'exécution de la loi de finances : les contrôles administratifs, les contrôles juridictionnels, les contrôles politiques.

5. L'ÉCONOMIE DES PAYS DE L'EST ET DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT.

Le système économique des ex-pays socialistes à planification centralisée ; les problèmes des pays de l'Est. Les pays en voie de développement.

Le problème du décollage des économies des pays en voie de développement ; l'aide internationale aux pays en voie de développement ; les relations Nord-Sud (les accords de Lomé).

L'endettement extérieur et la crise financière.

Les nouveaux pays industrialisés.

D. Sciences de gestion.

1. FINANCE ET GESTION JURIDIQUE ET FISCALE.

Stratégie financière.

Analyse financière.

Besoins et moyens de financement des entreprises.

La gestion des capitaux circulants (notions de fonds de roulement et de trésorerie, problèmes posés par la gestion de trésorerie des entreprises).

La gestion des capitaux à long terme (le choix des investissements et leurs modalités de financement).

Marchés financiers.

Marchés et décisions financières.

Relations banques/entreprises.

Fiscalité des entreprises.

2. COMPTABILITÉ, CONTRÔLE ET ÉVALUATION DE L'ENTREPRISE.

Comptabilité générale.

Comptabilité analytique.

Techniques comptables approfondies.

Techniques de révision et de consolidation des comptes.

Méthodologie du diagnostic, de l'intervention et de l'évaluation en entreprise.

Analyse et étude des coûts.

Architecture des données pour le contrôle.

Contrôle de gestion.

3. GESTION DE LA PRODUCTION ET LOGISTIQUE.

La logistique, l'achat et l'approvisionnement.

L'activité de production.

La gestion de projet.

4. LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.

L'organisation du travail.

La gestion de l'emploi et des compétences.

Les ressources humaines.

Les relations sociales et la gestion des conflits.

5. LES SYSTÈMES D'INFORMATION ET LA PRISE DE DÉCISION.

Approche systémique des systèmes d'information.

Conception et réalisation des systèmes d'information.

Veille et intelligence économique.

Systèmes d'aide à la décision et décisions.

Pratiques de la prise de décision.

Le management par les connaissances (*knowledgebased management*).

6. LE MANAGEMENT STRATÉGIQUE ET LA STRATÉGIE.

Les grands principes de la stratégie : de la stratégie militaire à la stratégie d'entreprise. L'analyse stratégique (diagnostic stratégique, analyse concurrentielle et analyse sectorielle).

Les actions stratégiques (croissance, internationalisation, concentration, externalisation, internalisation, fusions, acquisitions).

Recherche et développement et innovation.

7. MARKETING.

Activité commerciale et marketing.

Gestion des relations avec les clients.